

# MacDo de Marseille : un rapport confirme le caractère « structurellement déficitaire »

Depuis près d'un an, le projet de cession d'un McDonald's des quartiers Nord défraie la chronique marseillaise. Un comité de défense mené par des représentants syndicaux est mobilisé contre la fermeture annoncée, au nom de la défense d'une enseigne connue dans tout le quartier. Economie Matin a eu accès à des informations qui éclairent d'un jour nouveau les enjeux de ce dossier.

C'est devenu une lutte symbolique, presque une question identitaire. Depuis que Jean-Pierre Brochiero a annoncé en mai 2018 la cession des six établissements McDonald's qu'il possède à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône, le rond-point Saint-Barthélémy, où s'élève l'un des restaurants en question, est en ébullition alors que la cession des 5 autres à un autre franchisé, Mohamed Abassi, s'est déroulée normalement. En cause : ses « pertes structurelles considérables ». Soit 3,3 millions d'euros depuis 2009.

Depuis lors, salariés et riverains se battent pour « garder le McDo » de Saint-Barthélémy. Plusieurs grèves ont été menées. Des vidéos virales ont été diffusées pour alerter l'opinion. Pour certains responsables politiques marseillais, il faut trouver une solution coûte que coûte car l'établissement représente « le poumon du quartier ». Pour d'autres, la lutte a été accaparée par un groupe de pression qui tente de conserver ses privilèges. Derrière la mobilisation, il y a l'attachement à un lieu de socialisation qui est aussi source d'emploi pour les habitants du quartier.

Il apparaît aujourd'hui que le dossier est entré dans une zone d'incertitude préjudiciable à l'ensemble des acteurs. La rédaction d'Economie Matin s'est procurée le diagnostic financier de la société SODEBA - qui exploite le McDonald's de Saint-Barthélémy - réalisé par le cabinet d'audit indépendant Eight advisory. Des éléments chiffrés qui permettent de dépassionner le débat et de mieux comprendre les enjeux financiers autour de l'établissement. Dans ce document sont détaillées les difficultés opérationnelles et financières qui motivent la volonté des actionnaires de céder la société, ainsi que les perspectives et modalités de sauvetage envisagées dans l'intervalle par le franchisé actuel, une sorte de plan de la dernière chance.

Le coût du personnel encadrant a fait plonger la rentabilité

Parmi les facteurs qui expliquent les difficultés du McDonald's de Saint-Barthélémy - qui apparaît dans le rapport comme « structurellement déficitaire » - le coût du personnel, notamment le personnel encadrant, anormalement élevé. Ainsi, « une analyse comparative de la rentabilité par rapport à 31 restaurants McDonald's comparables fait apparaître un coût de personnel quasiment deux fois supérieur à la moyenne de ces 31 restaurants. Ces coûts sont essentiellement concentrés sur le personnel d'encadrement dont la structure est surdimensionnée par rapport à l'activité commerciale du restaurant ».

Les grèves de 2018, par la baisse d'activité qu'elles ont entraînée, contribuent également à expliquer les difficultés les plus récentes de l'établissement, synonymes d'une perte de près d'un million d'euros l'an passé. Pourtant, le rapport mentionne « un soutien fort de 3,2 millions d'euros cumulés » de la part des actionnaires « sur les trois dernières années ».

Le rapport précise clairement qu'une poursuite de l'activité ou qu'une potentielle reprise du restaurant

par un « candidat repreneur », ne pourraient reposer inévitablement que sur une réduction très significative des charges de personnel, notamment par le licenciement d'au moins 4 salariés de l'équipe de direction (1 superviseur, 1 directeur et 2 directeurs adjoints) ».

Pour la SODEBA, le temps semble désormais compté, puisqu'en l'absence « de mesures visant à restaurer la rentabilité à court terme, la société pourrait rapidement faire face à un état de cessation de paiement ».